



Corporation Commerciale Canadienne

Rapport financier du premier trimestre
de 2020-2021 (non audité)

Pour la période terminée
le 30 juin 2020

Canada

TABLE DES MATIÈRES

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION	3
FONDEMENT DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION	3
STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION	4
VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS	5
OPÉRATIONS COMMERCIALES	7
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS	10
PERSPECTIVES DU PLAN D'ENTREPRISE POUR 2020-2021.....	16
ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE.....	17
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS	18
ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS).....	19
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)	19
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)	20
ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)	21
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)	22
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)	23
1. NATURE, ORGANIZATION ET FINANCEMENT	23
2. NORMES DE PRÉSENTATION	24
3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES	25
4. MODIFICATIONS COMPTABLES	25
5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	27
6. CRÉANCES.....	28
7. AUTRES ACTIFS	29
8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER	29
9. PRODUITS DIFFÉRÉS	30
10. OBLIGATIONS LOCATIVES	30
11. GESTION DU CAPITAL	31
12. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	32
13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS.....	36
14. AUTRES PRODUITS.....	37
15. FRAIS D'ADMINISTRATION	37
16. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	37
17. ÉVENTUALITÉS.....	38

COMMENTAIRES ET ANALYSE DE LA DIRECTION

FONDEMENT DE LA PRÉPARATION ET DE LA DIVULGATION

Les commentaires et l'analyse de la direction qui suivent ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor et ne constituent pas des commentaires et analyse de la direction complètes. Ils doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers vérifiés de la Corporation et les notes complémentaires pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent document contient des projections et d'autres énoncés prospectifs concernant des événements futurs. De tels énoncés exigent de la direction qu'elle pose des hypothèses assujetties à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer considérablement des attentes évoquées dans ces énoncés prospectifs. L'explication de ces risques et incertitudes figure à la section sur les risques qui suit l'analyse financière.

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par le Conseil des normes comptables internationales (« CNCI ») comme référence pour les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). Dans l'analyse qui suit, la Corporation utilise également certaines mesures financières non définies par les PCGR pour évaluer son rendement. Ces mesures sont précisées et nuancées chaque fois qu'elles sont présentées.

Historiquement, les contrats d'une valeur élevée ont eu une incidence importante sur les états financiers de la Corporation; d'un exercice à l'autre, ils peuvent entraîner des écarts considérables dans l'état de la situation financière et dans l'état du résultat global. Le plus important de ces contrats est le contrat pluriannuel du Programme des brigades blindées (« PBB ») valant plusieurs milliards de dollars, lequel a été modifié le 31 mars 2020 avec des améliorations apportées aux termes et conditions du contrat. En raison de l'importance de ce contrat, le PBB est présenté séparément dans certaines sections des commentaires et de l'analyse de la direction.

Communication de renseignements comptables et répercussions

La norme internationale d'information financière IFRS 16 – Contrats de location (« IFRS 16 ») est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2019 et a été prise en compte dans les états financiers vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Bien que les activités et les responsabilités contractuelles de la Corporation demeurent inchangées, l'adoption de la nouvelle norme comptable *IFRS 16* a eu une incidence importante sur la comptabilisation et la présentation des activités de location de la Corporation. L'incidence quantitative sur les états financiers actuels figurent à la note 4 des états financiers provisoires condensés.

Les mesures non définies par les PCGR et l'information pertinente, comme la valeur des contrats signés (« VCS ») et des opérations commerciales (« OC »), sont présentées dans la section Résumé des résultats financiers des commentaires et de l'analyse de la direction, y compris une description de la façon dont ces éléments sont évalués.

STRUCTURE HIÉRARCHIQUE DE LA CORPORATION

Les activités de passation de contrats internationaux de la CCC aident des exportateurs canadiens à réaliser des ventes auprès des acheteurs gouvernementaux étrangers dans des marchés partout dans le monde. La base d'exportateurs canadiens de la CCC comprend une proportion importante de petites et moyennes entreprises (« PME ») canadiennes.

Les activités commerciales de la CCC sont axées sur des secteurs de produits de base, notamment dans certains secteurs prioritaires. L'objectif de ces activités commerciales est d'accroître le nombre d'exportateurs que la CCC sert, tout en appuyant un vaste éventail de priorités du gouvernement du Canada. Les secteurs de produits prioritaires comprennent l'aérospatiale, les technologies propres, la construction et l'infrastructure, la défense ainsi que les technologies de l'information et des communications (les « TIC »).

Les exportateurs canadiens sont reconnus à l'échelle internationale comme des chefs de file en aérospatiale et possèdent un savoir-faire spécialisé en technologies propres dans les domaines des services publics, des transports et des systèmes de gestion des eaux. Le secteur de la construction et de l'infrastructure est axé sur les projets internationaux dans les marchés émergents et en développement, et le secteur de la défense est lié à l'exportation de biens et services pour la défense et la sécurité mondiales. Les TIC comprennent les loteries établies par un exportateur canadien au nom de gouvernements étrangers qui génèrent des revenus utilisés pour réduire la pauvreté et soutenir les programmes sociaux à l'étranger. Les activités commerciales de tous les autres secteurs sont classées dans la catégorie « Autres », qui comprend l'exportation de produits de l'industrie agricole.

En plus des secteurs de produits prioritaires décrits ci-dessus, la CCC soutient les activités commerciales des petites et moyennes entreprises (les « PME ») et fournit des services d'approvisionnement à d'autres ministères pour la livraison de biens et de services et la gestion des bureaux de représentation commerciale du Canada en Chine. La CCC soutient également les activités commerciales importantes des exportateurs canadiens dans le cadre de l'Accord sur le partage de la production de défense (« APPD »).

Le programme de l'APPD est un programme majeur de politique d'intérêt public pour le Canada, qui offre un accès équitable aux exportateurs canadiens et aux autres concurrents du marché du département de la Défense (DoD) américain et génère des centaines de millions de dollars en exportations annuelles pour le Canada. Les emplois et les avantages économiques qui découlent de ces exportations sont importants. La CCC a signé des contrats d'exportation de plus de

927 millions de dollars dans le cadre de l'APPD en 2019-2020. La CCC n'est pas indemnisée pour ses coûts d'exécution de services en vertu de l'APPD.

VALEUR DES CONTRATS SIGNÉS

La valeur des contrats signés (« VCS ») est une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, qui représente la valeur des contrats conclus et de leurs modifications pendant une période de référence donnée. Elle mesure la valeur totale des biens et services à fournir pendant toute la durée d'un contrat et, par la même occasion, représente la valeur totale du contrat au moment de sa signature.

Le cycle de vente des contrats gouvernementaux internationaux est souvent mesuré en années et peut être directement touché par des événements politiques, économiques et géopolitiques étrangers indépendants de la volonté de la CCC. Il en résulte un cycle commercial difficile à prévoir avec précision et à répéter avec constance.

Le tableau ci-dessous présente la VCS par secteur de produits pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2020 et 2019.

VCS par secteur de produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 juin				En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Aérospatiale	- \$	384 \$	(384) \$	(100%)	0 %	<1%
Technologie propre	-	-	-	0 %	0 %	0 %
Construction et infrastructure	(9 244)	-	(9 244)	0 %	(5%)	0 %
Défense	-	-	-	0 %	0 %	0 %
TIC	22 556	52 783	(30 227)	(57%)	11 %	22 %
Autres	-	404	(404)	(100%)	0 %	<1%
APPD	173 556	159 612	13 944	9 %	88 %	67 %
PME	3 631	24 321	(20 690)	(85%)	2 %	10 %
Approvisionnement	7 431	1 347	6 084	>100 %	4 %	<1%
Total	197 930 \$	238 851 \$	(40 921) \$	(17%)	100 %	100 %

La VCS a fléchi de 40,9 millions de dollars, soit de 17 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat net d'une diminution de 60,9 millions de dollars des contrats signés dans tous les secteurs de produits, à l'exception de l'APPD et de l'approvisionnement, qui ont connu une augmentation combinée de 20,0 millions de dollars.

Les résultats de la VCS ont été inférieurs de 30,2 millions de dollars, soit de 57 %, dans le secteur des TIC, inférieurs de 20,7 millions de dollars, soit de 85 %, dans les PME et on a constaté une baisse combinée de 788 mille dollars par rapport à la même période lors de l'exercice précédent dans les secteurs de l'aérospatiale et autres. De plus la VCS a diminué de 9,2 millions de dollars dans la construction et infrastructure en raison d'une diminution de la portée d'un contrat. Ces résultats ont été partiellement compensés par des augmentations de la VCS dans l'APPD de 13,9 millions de dollars, soit de 9 %, et l'approvisionnement de 6,1 millions de dollars. Les

acheteurs étrangers se concentrant sur leur réponse nationale à la COVID-19, l'émergence de la pandémie du coronavirus (COVID-19) a eu un effet néfaste sur les résultats de la VCS.

Le tableau ci-après présente la VCS par région et par secteur de produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020.

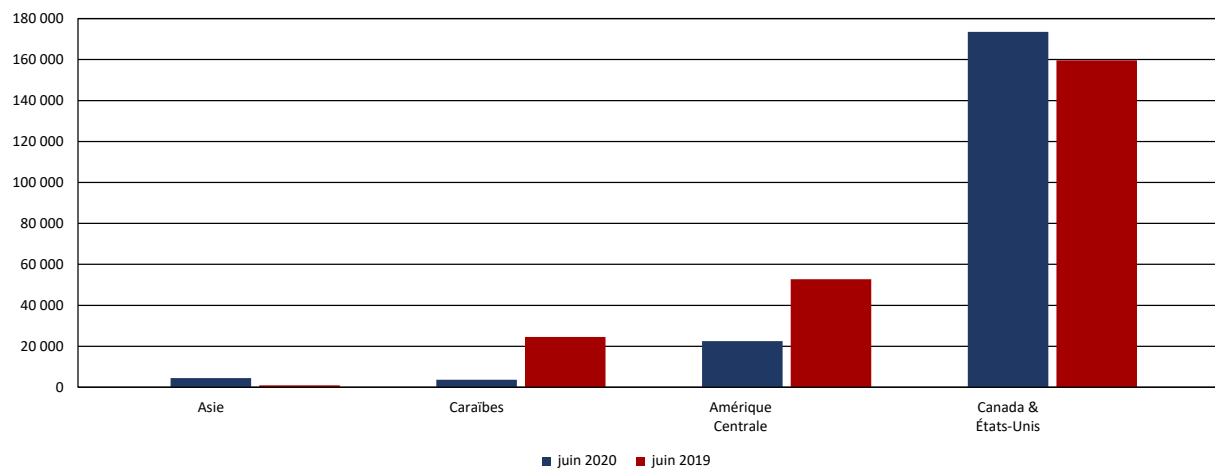
VCS par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Aérospatiale	Technologie propre	Construction et infrastructure	Défense	TIC	Autres	APPD	PME	Approvisionnement	Total	En % du Total
Afrique	-	\$ -	\$ (9 244)	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	2 889	\$ (6 355)	< 1%
Asie ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	4 448	4 448	2%
Caraïbes	-	-	-	-	-	-	-	3 631	-	3 631	2%
Amérique Centrale	-	-	-	-	22 556	-	-	-	-	22 556	11%
Europe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	< 1%
Canada & États-Unis	-	-	-	-	-	-	173 556	-	-	173 556	88%
Amérique du Sud & Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	94	94	< 1%
Total	-	\$ -	\$ (9 244)	\$ -	\$ 22 556	\$ -	\$ 173 556	\$ 3 631	\$ 7 431	\$ 197 930	100%
En % du Total	0%	0%	(5%)	0%	11%	0%	88%	2%	4%	100%	

¹Asie inclut le Moyen-Orient

Sur le total de 197,9 millions de dollars de la VCS, 22,6 millions de dollars provenaient des TIC en Amérique centrale, 173,6 millions de dollars de l'APPD dans la région Canada & États-Unis, 3,6 millions de dollars des PME dans les Caraïbes et 7,4 millions de dollars de l'approvisionnement principalement en Afrique et Asie, ainsi qu'en Amérique du Sud & Mexique. Ces résultats ont été partiellement compensés par une diminution de la VCS dans la construction et infrastructure en Afrique liée à la diminution de la portée d'un contrat.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des changements importants de la VCS par région pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2020 et 2019.

VCS par région (en milliers de \$)



Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, il y a eu une diminution de 20,9 millions de dollars de la VCS aux Caraïbes, principalement dans les PME, ainsi qu'une diminution de 30,2 millions de dollars en Amérique Centrale dans les TIC. Ces résultats sont partiellement compensés par une augmentation de la VCS de 3,5 millions de dollars en Asie, liée à des contrats signés dans l'approvisionnement; et une augmentation de 13,9 millions de dollars dans la région Canada & États-Unis pour des contrats de l'APPD.

Obligations contractuelles au 30 juin 2020

Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec des acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien. Au 30 juin 2020, la valeur totale du portefeuille de contrats de la Corporation restants à exécuter s'élevait à 11,9 milliards de dollars (12,4 milliards au 31 mars 2020) dont environ 89 % (88 % au 31 mars 2020) sont liés au contrat du PBB.

OPÉRATIONS COMMERCIALES

Les opérations commerciales (« OC ») sont une mesure non définie par les PCGR, utilisée par la Corporation, qui représentent la valeur des livraisons contractuelles au cours de la période de référence (c.-à-d. une mesure de l'activité économique). Étant donné le statut de mandataire de la Corporation pour la présentation selon les Normes internationales d'information financière, les OC ne sont pas comptabilisées comme un produit. La Corporation continue de saisir les données des OC, parce qu'il s'agit d'une mesure de son impact sur l'économie canadienne.

Le tableau ci-dessous présente les OC par secteur de produits pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2020 et 2019.

Opérations commerciales par secteur de produits (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 juin					
					En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Aérospatiale	- \$	51 272 \$	(51 272) \$	(100%)	0 %	6 %
Technologie propre	-	-	-	0%	0 %	0 %
Construction et infrastructure	33 267	41 867	(8 600)	(21%)	12 %	5 %
Défense	166	-	166	0%	< 1 %	0 %
TIC	22 556	52 783	(30 227)	(57%)	8 %	6 %
Autres	-	-	-	0%	0 %	0 %
APPD	209 512	173 867	35 645	21%	74 %	20 %
PME	4 575	23 916	(19 341)	(81%)	2 %	3 %
Approvisionnement	328	3 983	(3 655)	(92%)	< 1 %	< 1 %
Total excluant PBB	270 404 \$	347 688 \$	(77 284) \$	(22%)	96 %	41 %
PBB	12 005	509 343	(497 338)	(98%)	4 %	59 %
Total incluant PBB	282 409 \$	857 031 \$	(574 622) \$	(67%)	100 %	100 %

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, les OC ont fléchi de 574,6 millions de dollars, soit de 67 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution est le résultat net d'une baisse des OC de 497,3 millions de dollars du PBB et d'une baisse combinée de 113,1 millions de dollars dans tous les secteurs de produits sauf l'APPD qui a enregistré une augmentation de 35,6 millions de dollars et la défense avec une augmentation de 166 mille dollars.

La tendance des OC est similaire à celle de la VCS pour ce qui est des contrats liés à l'APPD, aux TIC et aux PME. Ces résultats sont attribuables au fait que la VCS pour ces contrats est plus régulière et constante d'année en année. En revanche, étant donné la nature irrégulière des contrats internationaux, les OC dans les autres secteurs de produits vont souvent prendre une direction différente de celle de la VCS au cours de la même année.

Le tableau ci-après présente les OC par région et par secteur de produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, à l'exclusion du PBB.

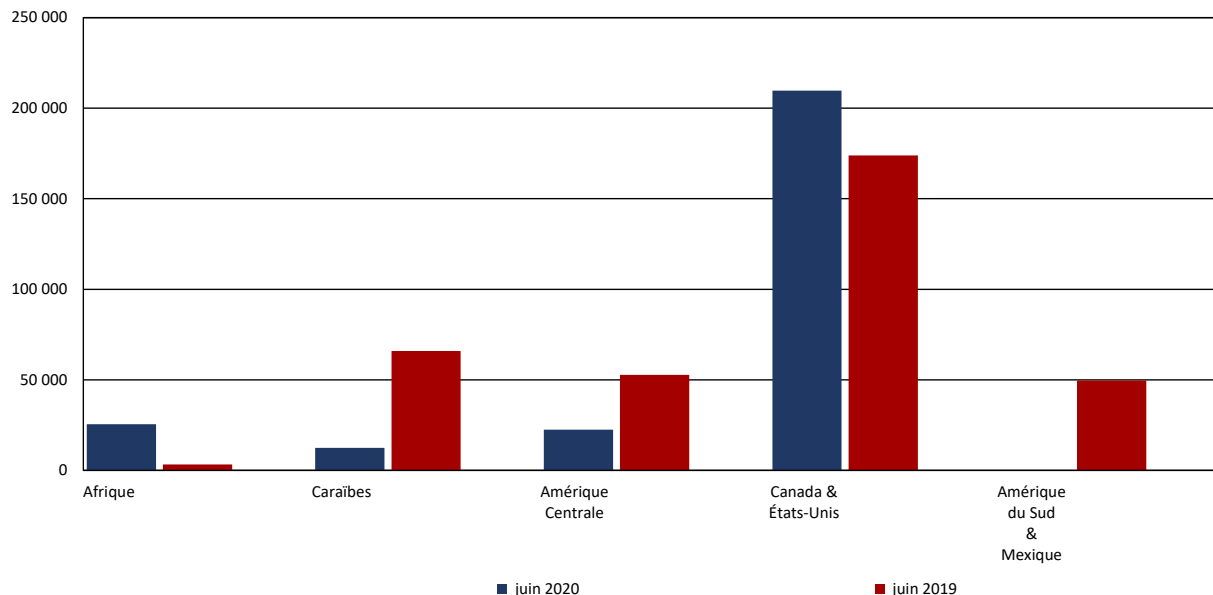
Opérations commerciales par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Technologie		Construction et infrastructure			Autres			APPD		PME		Approvisionnement		Total	En % du Total
	Aérospatiale	propre	infrastructure	Défense	TIC	Autres	APPD	PME	ent							
Afrique	-	\$ -	\$ 25 487	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	25 487 \$	9 %
Asie ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26	26	< 1 %	
Caraïbes	-	-	7 780	-	-	-	-	-	-	-	4 575	-	178	12 533	5 %	
Amérique Centrale	-	-	-	-	22 556	-	-	-	-	-	-	-	-	22 556	8 %	
Europe	-	-	-	166	-	-	-	-	-	-	-	-	-	166	< 1 %	
Canada & États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	209 512	-	-	-	-	124	209 636	78 %	
Amérique du Sud & Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	< 1 %	
Total	-	\$ -	\$ 33 267	\$ 166	\$ 22 556	\$ -	\$ 209 512	\$ 4 575	\$ -	\$ 328	\$ -	\$ -	\$ 270 404	\$ 270 404	100 %	
% du Total	0 %	0 %	12 %	< 1 %	8 %	0 %	77 %	2 %	< 1 %	< 1 %	< 1 %	< 1 %	100 %			

¹Asie inclut le Moyen-Orient

Sur le total de 270,4 millions de dollars des OC (à l'exclusion du PBB), les OC de l'APPD représentaient 209,5 millions de dollars, soit 77 %. Le secteur de la construction et infrastructure a contribué à hauteur de 25,5 millions de dollars en Afrique pour la construction d'une aire de stationnement dans le port de Tema, au Ghana et 7,8 millions de dollars dans les Caraïbes pour l'agrandissement et la réhabilitation de l'aéroport international L.F. Wade aux Bermudes. Les TIC disposaient de 22,6 millions de dollars pour des contrats concernant les systèmes de loterie et la sécurité au Nicaragua et au Honduras. En continuant de mettre l'accent sur le soutien aux PME, ce secteur de produits a contribué à hauteur de 4,6 millions de dollars reliés aux activités commerciales dans les Caraïbes.

Le graphique ci-dessous présente une comparaison des changements importants des OC par région pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2020 et 2019, à l'exclusion du PBB.

Opérations commerciales par région (en milliers de \$)



Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, il y a eu une diminution totale des OC de 77,3 millions de dollars par rapport à la même période lors de l'exercice précédent, excluant la diminution de 497,3 millions de dollars provenant du PBB. Le résultat net est dû à un recul combiné de 135,3 millions de dollars dans toutes les régions à l'exception de l'Afrique qui a connu une augmentation de 22,1 millions de dollars et la région Canada & États-Unis qui a connu une augmentation de 35,7 millions de dollars.

Il y a des variations dans les OC par secteur de produits et par région lorsque l'on compare les résultats d'une année à l'autre, ce qui reflète l'échéancier des exigences contractuelles et les calendriers de livraison connexes. De plus, les OC pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 ont été impactées par l'émergence de la pandémie de la Coronavirus 2019 (COVID-19) qui a retardé certaines activités et livraisons en raison des perturbations au niveau de la chaîne d'approvisionnement et des acheteurs étrangers qui se concentrent davantage sur leur réponse nationale à la COVID-19.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS FINANCIERS

Les faits saillants financiers de la CCC pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 sont présentés ci-après.

Analyse de l'état du résultat global

Pour les trois mois terminés le 30 juin				
Résultat net (en milliers de \$)	2020	2019		Écart en %
		(Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	
Produits	1 702 \$	6 540 \$	(4 838) \$	(74 %)
Charges	6 215	6 916	(701)	(10 %)
Perte de change	(96)	(82)	(14)	17 %
Résultat net	(4 609) \$	(458) \$	(4 151) \$	> 100 %

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, la Corporation a enregistré une perte nette de 4,6 millions de dollars, soit un recul de 4,2 millions de dollars par rapport à la perte nette de 458 mille dollars enregistrée au cours de la même période lors de l'exercice précédent. Ce résultat est attribuable à la fois à une diminution des produits de 4,8 millions de dollars et à l'effet des variations des taux de change de 14 mille dollars qui sont partiellement compensés par une baisse de 701 mille dollars des charges par rapport aux niveaux de l'exercice précédent.

La CCC dispose d'une couverture naturelle contre les gains ou les pertes de change, variations qui, sinon, se répercuteraient sur le résultat net des opérations et sur son résultat global. Les soldes en monnaies étrangères non couverts font l'objet d'une surveillance et sont maintenus à des niveaux négligeables.

Produits

Pour les trois mois terminés le 30 juin						
Produits (en milliers de \$)	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					2020	2019
Frais de service	1 586 \$	6 082 \$	(4 496) \$	(74 %)	93 %	93 %
Autres produits	78	164	(86)	(52 %)	5 %	3 %
Produits financiers	38	294	(256)	(87 %)	2 %	4 %
Total	1 702 \$	6 540 \$	(4 838) \$	(74 %)	100 %	100 %

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, le total des produits de 1,7 million de dollars était de 4,8 millions de dollars inférieurs, soit 74 % de moins, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à une baisse de 4,5 millions de dollars des frais de service, de 86 mille dollars des autres produits et de 256 mille dollars des produits financiers.

Frais de service par secteur de produits

Pour les trois mois terminés le 30 juin

Frais de service par secteur de produits (en milliers de \$)					En % du total	
	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Aérospatiale	- \$	373 \$	(373) \$	(100) %	0 %	6 %
Technologie propre	-	-	-	0 %	0 %	0 %
Construction et infrastructure	746	1 040	(294)	(28) %	47 %	17 %
Défense	19	15	4	27 %	1 %	< 1 %
TIC	149	199	(50)	(25) %	9 %	3 %
Autres	-	-	-	0 %	0 %	0 %
PME	125	656	(531)	(81) %	8 %	11 %
Approvisionnement	440	539	(99)	(18) %	28 %	9 %
Total excluant PBB	1 479 \$	2 822 \$	(1 343) \$	(48) %	93 %	46 %
PBB	107	3 260	(3 153)	(97) %	7 %	54 %
Total incluant PBB	1 586 \$	6 082 \$	(4 496) \$	(74) %	100 %	100 %

La Corporation facture des frais de service sur tous les contrats, à l'exception des contrats de l'APPD. Les frais sont généralement calculés en pourcentage de la valeur du contrat. Les frais sont négociés contrat par contrat et, dans une fourchette acceptable, reflètent généralement le profil de risque d'un projet et les conditions du marché concurrentiel. Les frais sont comptabilisés à titre de produit lorsque la Corporation a rempli son obligation de prestation aux termes de chaque contrat et sont généralement proportionnels aux OC.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, les frais de service totaux de 1,6 million de dollars ont diminué de 4,5 millions de dollars, soit un recul de 74 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Cette diminution d'une période à l'autre est due principalement à la baisse de 3,2 millions de dollars des frais de service provenant du PBB ainsi qu'à une baisse combinée de 1,3 million de dollars dans tous les autres secteurs de produits.

Le tableau ci-après présente les frais de service par région et par secteur de produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, à l'exclusion du PBB.

Frais de Service par région/secteur de produits (en milliers de \$)	Aérospatiale	Technologie propre	Construction et infrastructure					APPD	PME	Approvisionnem ent	Total	En % du Total
			infra	Défense	TIC	Autres						
Afrique	-	-	557	-	-	-	-	-	30	587	40 %	
Asie ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	246	246	17 %	
Caraïbes	-	-	189	-	-	-	-	125	(5)	309	21 %	
Amérique Centrale	-	-	-	-	149	-	-	-	-	149	10 %	
Europe	-	-	-	4	-	-	-	-	-	4	< 1 %	
Canada & États-Unis	-	-	-	15	-	-	-	-	169	184	12 %	
Amérique du Sud & Mexique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	< 1 %	
Total	-	-	746	19	149	-	-	125	440	1 479	100 %	
En % du Total	0 %	0 %	50 %	1 %	10 %	0 %	0 %	8 %	30 %	100 %		

¹Asie inclut le Moyen-Orient

Des frais de service totaux de 1,5 million de dollars (excluant le PBB) découlant des contrats gérés, 746 mille dollars, soit 50 %, provenaient du secteur de la construction et de l'infrastructure en Afrique et dans les Caraïbes. L'approvisionnement a contribué à hauteur de 440 mille dollars, soit 30 %, en Afrique, Asie et la région Canada & États-Unis. Les TIC ont contribué à hauteur de

149 mille dollars, soit 10 %, en Amérique centrale et les PME à hauteur de 125 mille dollars, soit 8 %, dans les Caraïbes.

Charges

Frais d'administration

Frais d'administration (en milliers de \$)	Pour les trois mois terminés le 30 juin					
	2019		2020		En % du total	
	2020	(Ajustés pour l'IFRS 16)	Écart en \$	Écart en %	2020	2019
Rémunération du personnel et charges connexes	4 590 \$	4 741 \$	(151) \$	(3 %)	74 %	69 %
Services de gestion des contrats	640	661	(21)	(3 %)	10 %	10 %
Loyer et frais connexes	337	264	73	28 %	5 %	4 %
Logiciels, matériel informatique et soutien	218	339	(121)	(36 %)	4 %	5 %
Amortissement	186	180	6	3 %	3 %	3 %
Consultants	99	322	(223)	(69 %)	2 %	5 %
Communications	23	42	(19)	(45 %)	<1 %	<1 %
Frais de déplacement et accueil	15	259	(244)	(94 %)	<1 %	4 %
Autres charges	55	52	3	6 %	<1 %	<1 %
Total	6 163 \$	6 860 \$	(697) \$	(10 %)	100 %	100 %

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, les frais d'administration de 6,2 millions de dollars ont diminué de 697 mille dollars, soit de 10 %, par rapport à la même période lors de l'exercice précédent. Il y eu une diminution combinée de 778 mille dollars dans tous les postes de dépenses sauf le loyer et frais connexes, l'amortissement et les autres charges qui ont connu une augmentation combinée de 81 mille dollars.

Les frais d'administration peuvent varier comparativement aux périodes précédentes puisque la CCC évalue constamment les niveaux de personnel afin de réaliser des gains d'efficacité dans la mesure du possible. Pour y parvenir, elle réévalue ses ressources et ses activités d'exploitation, et en améliore sa gestion. La Corporation établit les budgets à partir des hypothèses quant à la capacité requise pour effectuer les activités contractuelles prévues. Les budgets sont gérés de manière à contrôler les dépenses par rapport aux produits gagnés tout au long de l'année. La CCC ne cesse de renforcer sa philosophie de l'amélioration continue, grâce à la mise en œuvre des changements apportés aux processus pour améliorer l'efficacité et permettre la redistribution des ressources, entraînant une capacité globale accrue.

Dépenses de remédiation des contrats

Les dépenses de remédiation des contrats sont enregistrées lorsque les montants réels sont engagés ou lorsqu'elles peuvent être estimées de façon raisonnable. Pour les périodes de trois mois terminées le 30 juin 2020 et 2019, la Corporation n'a engagé aucun frais de remédiation des contrats. Ce résultat reflète les processus de diligence raisonnable et les pratiques efficaces en matière de gestion des contrats et de gestion du risque d'entreprise (« GRE ») de la Corporation.

Analyse de l'état de la situation financière

Les actifs et les passifs comprennent les montants pour lesquels les fonds reçus d'un acheteur étranger n'ont pas encore été transférés à l'exportateur canadien, ou dans les cas où la Corporation a effectué des paiements aux exportateurs canadiens avant de les recouvrer auprès des acheteurs étrangers.

Les postes de l'état de la situation financière comme la trésorerie et équivalents de trésorerie, les créances et les créditeurs et les charges à payer représentent une vue momentanée à un moment précis. Ces soldes peuvent fluctuer considérablement d'un jour à l'autre, parfois, des dizaines de millions de dollars peuvent être reçus un jour et payés le lendemain ou vice versa.

Il convient de noter qu'en dépit du fait que les résultats financiers soient présentés à titre de mandataire, la CCC demeure le principal débiteur de ses contrats avec les acheteurs étrangers et demeure responsable de l'exécution des contrats conformément aux modalités contractuelles. Dans son rôle de maître d'œuvre, la Corporation a l'obligation contractuelle d'exécuter les contrats conclus avec les acheteurs étrangers et de veiller à ce que les conditions des contrats soient respectées, quelle que soit la qualité du rendement de l'exportateur canadien.

Actifs

Actifs (en milliers de \$) Aux	30 juin 2020	31 mars 2020	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					30 juin 2020	31 mars 2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 939 \$	65 818 \$	1 121 \$	2 %	74 %	67 %
Créances	16 240	26 333	(10 093)	(38 %)	18 %	27 %
Autres actifs	1 476	781	695	89 %	2 %	<1 %
Immobilisations corporelles	2 351	2 404	(53)	(2 %)	3 %	2 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	3 492	3 570	(78)	(2 %)	4 %	4 %
Total des actifs	90 498 \$	98 906 \$	(8 408) \$	(9 %)	100 %	100 %

Au 30 juin 2020, le total des actifs de 90,5 millions de dollars avait diminué de 8,4 millions de dollars, soit de 9 %, depuis le 31 mars 2020. Ce résultat s'explique principalement par une diminution des créances de 10,1 millions de dollars, partiellement compensée par des augmentations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 1,1 million de dollars et des autres actifs de 695 mille dollars.

Les créances comprennent des frais de service non perçus et les montants à recevoir des acheteurs étrangers lorsque les montants ont déjà été versés aux exportateurs canadiens.

Passifs

Passifs (en milliers de \$) Aux	30 juin 2020	31 mars 2020	Écart en \$	Écart en %	En % du total	
					30 juin 2020	31 mars 2020
Créditeurs et charges à payer	36 284 \$	40 568 \$	(4 284) \$	(11 %)	51 %	54 %
Retenues de garantie et produits différés	492	5 550	(5 058)	(91 %)	<1 %	7 %
Avances	26 354	20 754	5 600	27 %	37 %	28 %
Avantages du personnel	1 330	1 284	46	4 %	2 %	2 %
Obligations locatives	6 733	6 836	(103)	(2 %)	9 %	9 %
Total des passifs	71 193 \$	74 992 \$	(3 799) \$	(5 %)	100 %	100 %

Au 30 juin 2020, le total des passifs de 71,2 millions de dollars avait diminué de 3,8 millions de dollars, soit de 5 %, depuis le 31 mars 2020. Ce résultat est principalement attribuable aux diminutions des créditeurs et des charges à payer de 4,3 millions de dollars et des retenues de garantie et produits différés de 5,1 millions de dollars, partiellement compensées par l'augmentation des avances de 5,6 millions de dollars. Les diminutions similaires du total des actifs et des passifs reflètent la nature des contrats gérés et l'incidence sur les soldes du calendrier des encaissements et des versements effectués.

Analyse de l'état des flux de trésorerie

Pour les trois mois terminés le 30 juin						En % du total	
Flux de trésorerie (en milliers de \$)	2020	2019	Écart en \$	Écart en %	2020	2019	
		(Ajustés pour l'IFRS 16)					
Activités d'exploitation	2 489 \$	(10 848) \$	13 337 \$	> 100 %	100 %	98 %	
Activités d'investissement	(55)	-	(55)	0 %	0 %	0 %	
Activités de financement	(103)	(100)	(3)	3 %	0 %	<1 %	
Effet des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 210)	(122)	(1 088)	> 100 %	0 %	1 %	
Variations de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 121 \$	(11 070) \$	12 191 \$	> 100 %	100 %	100 %	

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, l'augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 1,1 million de dollars a été supérieure de 12,2 millions de dollars par rapport à la diminution nette de 11,1 millions de dollars au cours de la même période lors de l'exercice précédent. Cette variation favorable de 12,2 millions de dollars est due à une augmentation nette des rentrées de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 13,3 millions de dollars, partiellement compensée par une augmentation combinée de 58 mille dollars des sorties de trésorerie reliées aux activités d'investissement et de financement ainsi que l'effet des fluctuations des taux de change de 1,1 million de dollars.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent une vue momentanée à un moment précis. Les soldes de trésorerie de la Corporation fluctuent considérablement d'un jour à l'autre, car il arrive que des dizaines de millions de dollars soient reçus un jour et versés le lendemain ou vice versa. Il convient de noter que les flux de trésorerie déclarés reflètent des sommes considérables provenant des acheteurs étrangers qui sont versées aux exportateurs canadiens à mesure que les obligations contractuelles d'exécution sont remplies.

Pour les contrats qui ne font pas partie du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans un délai de cinq jours ouvrables, après avoir reçu le paiement de la part de l'acheteur étranger (c.-à-d. que le paiement est versé à l'exportateur canadien après sa réception de l'acheteur étranger). Dans le cadre du programme de l'APPD, la Corporation paie généralement les exportateurs canadiens dans les trente jours suivant la réception d'une facture. La Corporation peut utiliser ses propres fonds pour payer les exportateurs canadiens au plus tard le 30^e jour dans les cas où le paiement n'a pas encore été reçu de l'acheteur, aux termes de l'APPD. Selon le temps écoulé entre la réception et le versement, ces opérations peuvent s'échelonner sur plus d'une période et entraîner des variations des flux de trésorerie d'une période à l'autre, les créances étant payées à la Corporation à la fin d'une période et les versements étant effectués à l'exportateur canadien au début de la suivante.

Comparaison des résultats financiers et du budget

Les résultats financiers pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020 comparés au budget sont présentés ci-dessous.

**État du résultat global (en milliers de \$)
Pour les trois mois terminés le 30 juin 2020**

	Montant réel	Budget	Écart en \$	Écart en %
Produits				
Frais de service	1 586 \$	2 957 \$	(1 371) \$	(46 %)
Autres produits	78	75	3	4 %
Produits financiers	38	182	(144)	(79 %)
	1 702	3 214	(1 512)	(47 %)
Charges	6 215	6 381	(166)	(3 %)
Perte de change	(96)	-	(96)	0 %
Résultat net	(4 609) \$	(3 167) \$	(1 442) \$	46 %

La Corporation a enregistré une perte nette de 4,6 millions de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, soit un écart défavorable de 1,4 million de dollars par rapport à la perte budgétée de 3,2 millions de dollars du Plan d'entreprise. Le résultat net s'explique par des écarts défavorables liés aux frais de service de 1,4 million de dollars, aux produits financiers et autres produits de 141 mille dollars et à la perte de change de 96 mille dollars, qui sont compensés partiellement par un écart favorable de 166 mille dollars lié aux charges.

L'écart défavorable de 1,4 million de dollars provenant des frais de service par rapport au budget est principalement dû au fait que les transactions générant des frais de service ont été moins élevées que prévues. Au cours des deux dernières années, les poursuites de plusieurs contrats générant des frais de service ont été retardées, reportées ou annulées, ce qui constitue un défi constant pour prévoir les marchés de passation de contrats de gouvernement à gouvernement. De plus, l'émergence de la COVID-19 a entraîné des retards dans la livraison de certains biens et services sous contrat en raison des perturbations au niveau des chaînes d'approvisionnement et

des acheteurs étrangers qui se sont concentrés davantage sur leur réponse nationale à la pandémie.

L'écart défavorable lié aux produits financiers de 144 mille dollars par rapport au budget est attribuable à des taux d'investissement moins élevés.

L'écart favorable de 166 mille dollars provenant des charges était lié principalement à des dépenses de logiciels, matériel informatique et soutien moins élevées que prévues (236 mille dollars) pour les trois premiers mois de l'exercice qui sont partiellement compensées par des honoraires de consultants plus élevés (71 mille dollars). Les budgets de dépenses sont établis en fonction des hypothèses relatives à la capacité requise liée aux activités contractuelles prévues de la Corporation. Les dépenses sont gérées de manière prudente et sont contrôlées dans la mesure du possible en fonction des produits gagnés tout au long de l'année.

PERSPECTIVES DU PLAN D'ENTREPRISE POUR 2020-2021

Le plan d'entreprise de 2020-2021 à 2024-2025 de la CCC a été approuvé par le Conseil d'administration de la Corporation et soumis tel que requis à la ministre de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international en janvier 2020.

Pour 2020-2021, les revenus nets sont prévus pour être inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Lors de l'élaboration du Plan d'entreprise, des produits inférieurs étaient prévus en raison de la diminution du nombre de contrats générant des frais de service signés en 2020, combinée à une baisse des frais de service perçus sur les obligations de performance, étant donné que plusieurs contrats, actuellement sous gestion, s'achèvent. Avec l'émergence de la pandémie de la COVID-19, les produits devraient être encore considérablement réduits, car les retards dans la signature des contrats générant des frais de service persisteront jusqu'en 2021 et au-delà.

Pour compenser le manque à gagner prévu dans les produits, la direction réduit et contrôle en amont les dépenses par rapport aux produits prévus. Ceci sera géré activement et évalué en permanence au cours de l'exercice 2020-2021.

ENGAGEMENT DE LA CCC À L'ÉGARD DE LA GESTION DU RISQUE

La CCC gère, à l'échelle de l'entité, les risques d'entreprise et transactionnels en s'efforçant de remplir son mandat, lequel consiste à promouvoir et à faciliter le commerce international pour le compte des exportateurs canadiens. La stratégie mise en place pour gérer ces risques est expliquée en détail dans le rapport annuel de la Corporation pour l'exercice 2019-2020.

La COVID-19 a eu un impact important sur les opérations de la CCC au cours de la période considérée. Comme de nombreuses entités, la CCC a rapidement implémenté le télétravail lorsque les restrictions reliées à la COVID-19 ont été adoptées. Cette transition a été gérée efficacement et tous les employés travaillent à domicile avec une connectivité appropriée au système d'information de la CCC. Bien que des problèmes d'accès aux systèmes surviennent occasionnellement, il n'y a pas eu d'interruptions significatives susceptibles d'interférer avec la gestion des affaires. Les contrôles internes liés à la gestion des documents et à la cybersécurité ont été maintenus, tandis que des rappels supplémentaires sur la cybersécurité et les autres problèmes de sécurité liés au télétravail ont été offerts.

Les marchés internationaux sont également touchés par la COVID-19. La réserve de projets potentiels de la CCC a été examinée et ajustée pour refléter l'évolution des besoins d'approvisionnement de ses acheteurs étrangers. Cela a entraîné des retards dans la conclusion de certains contrats, avec des répercussions sur la constatation des produits et le recouvrement des frais de la CCC.

La direction continue d'aligner son cadre de conduite responsable des affaires avec les priorités du gouvernement du Canada. Une collaboration continue avec des parties prenantes au sein du gouvernement assure qu'une approche intégrée et un processus de prise de décision solide sont en place lors de l'évaluation des exportateurs canadiens sur des questions relatives à la subornation et la corruption ainsi que la détermination des risques découlant de l'effet négatif du non-respect des droits de la personne en lien avec une transaction.

À l'exception de ceux mentionnés ci-haut, aucun autre changement significatif, nouveaux risques ou incertitudes n'ont été cernés au cours de la période terminée le 30 juin 2020 en comparaison avec ceux présentés ou discutés précédemment.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. Elle est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers trimestriels. Ces états financiers trimestriels n'ont pas été audités ou examinés par un vérificateur externe.

À notre connaissance, les états financiers trimestriels non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière et des résultats et flux de trésorerie de la Corporation, à la date donnée et pour la période visée.

Président et
chef de la direction par intérim,



Ernie Briard

Directeur, finance et politique



John Bouchard

Ottawa, Canada
Le 18 août 2020

ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

État de la situation financière (non audité)

Aux	Notes	30 juin 2020	31 mars 2020
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	66 939 \$	65 818 \$
Créances	6, 12	15 622	18 912
Autres actifs	7	1 476	781
		84 037	85 511
Actifs non courants			
Créances	6, 12	618	7 421
Immobilisations corporelles		2 351	2 404
Actifs au titre de droits d'utilisation		3 492	3 570
		6 461	13 395
Total des actifs		90 498 \$	98 906 \$
PASSIFS			
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	8, 12	36 284 \$	40 568 \$
Retenues de garantie	17	-	5 003
Avances		26 354	20 754
Produits différés	9	492	547
Obligations locatives	10	421	417
Avantages du personnel		1 124	1 083
		64 675	68 372
Passifs non courants			
Obligations locatives	10	6 312	6 419
Avantages du personnel		206	201
		6 518	6 620
Total des passifs		71 193	74 992
CAPITAUX PROPRES			
Capital d'apport		10 000	10 000
Bénéfices non répartis		9 305	13 914
Total des capitaux propres		19 305	23 914
Total des passifs et des capitaux propres		90 498 \$	98 906 \$
Éventualités	17		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

La publication de ces états financiers a été approuvée le 18 août 2020

Président et chef de la direction par interim



Ernie Briard

Directeur, finance et politique



John Bouchard

État du résultat global (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2020	2019
			(Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
PRODUITS			
Frais de service	13	1 586 \$	6 082 \$
Autres produits	14	78	164
Produits financiers		38	294
		1 702	6 540
CHARGES			
Frais d'administration	15	6 163	6 860
Charges financières		52	56
		6 215	6 916
Résultat net avant perte de change		(4 513)	(376)
Perte de change		(96)	(82)
RÉSULTAT NET		(4 609) \$	(458) \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL			
ÉLÉMENTS QUI NE SERONT PAS RECLASSÉS DANS LE RÉSULTAT NET			
Gain (perte) actuariel (le) sur l'obligation des avantages du personnel		-	-
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL		(4 609) \$	(458) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des variations des capitaux propres (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2020		Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 31 MARS 2020		10 000 \$	13 914 \$	23 914 \$
Résultat net			(4 609)	(4 609)
SOLDE AU 30 JUIN 2020		10 000 \$	9 305 \$	19 305 \$

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019		Note	Capital d'apport	Bénéfices non répartis	Total
SOLDE AU 31 MARS 2019			10 000 \$	11 349 \$	21 349 \$
Résultat net		4		(458)	(458)
SOLDE AU 30 JUIN 2019 (Ajustés pour l'IFRS 16)		4	10 000 \$	10 891 \$	20 891 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

	Notes	Pour les trois mois terminés le 30 juin	
		2020	2019
			(Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		(4 609) \$	(458) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:			
Amortissement d'immobilisations corporelles		108	102
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation		78	78
Charges pour avantages du personnel		46	51
Avantages du personnel payés		-	(95)
Perte de change		1 210	122
Variation du fonds de roulement provenant des:			
Créances	6, 12	10 093	(3 596)
Autres actifs	7	(695)	(118)
Créditeurs et charges à payer	8, 12	(4 284)	(18 272)
Retenues de garantie	17	(5 003)	4 552
Avances		5 600	7 088
Produits différés	9	(55)	(302)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation		2 489	(10 848)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(55)	-
Sorties de fonds liées aux activités d'investissement		(55)	-
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement sur le principal des obligations locatives	10	(103)	(100)
Sorties de fonds liées aux activités de financement		(103)	(100)
Effet des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(1 210)	(122)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 121	(11 070)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		65 818	58 481
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		66 939 \$	47 411 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Intérêts encaissés		38 \$	294 \$
Intérêts payés	10	52 \$	56 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS PROVISOIRES CONDENSÉS (NON AUDITÉS)

1. NATURE, ORGANIZATION ET FINANCEMENT

La Corporation commerciale canadienne (« la Corporation ») a été établie en 1946 en vertu de la *Loi sur la Corporation commerciale canadienne* (« Loi sur la CCC »). Étant une société d'État mandataire et appartenant entièrement au gouvernement du Canada, la Corporation est visée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (« LGFP »). Elle est établie au Canada et son siège social se trouve au 350, rue Albert à Ottawa, en Ontario. La Corporation exerce ses activités principalement au Canada et dispose d'une représentation en Asie et en Amérique du Sud.

La Corporation agit comme maître d'œuvre pour les exportateurs canadiens lorsque des gouvernements étrangers, des organisations internationales ou des acheteurs étrangers du secteur privé veulent acheter des produits et services du Canada par l'entremise du gouvernement du Canada. La Corporation conclut des contrats de maître d'œuvre avec ces acheteurs étrangers ainsi que des contrats domestiques correspondants avec des exportateurs canadiens. De plus, la Corporation conclut certains accords de services d'approvisionnement visant à fournir des biens et des services destinés aux utilisateurs à l'échelle internationale au nom du gouvernement du Canada et de gouvernements étrangers.

Les activités de la Corporation sont financées principalement au moyen des produits générés par les frais de service facturés et complétés par des transferts du gouvernement du Canada, au besoin.

En septembre 2008, la Corporation, de même qu'un certain nombre d'autres sociétés d'État, a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2008-1598) en application de l'article 89 de la *LGFP*, intitulée *Décret d'instruction pour les sociétés d'État mères impliquées dans des prêts commerciaux à prendre en considération l'intégrité personnelle de ceux à qui ils prêtent ou offrent des avantages en accord avec la politique du gouvernement pour améliorer la responsabilité et l'intégrité des institutions fédérales*. La Corporation a mis en œuvre l'instruction, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

En juillet 2015, la Corporation a fait l'objet d'une instruction (C.P. 2015-1110) en application de l'article 89 de la *LGFP*, afin d'harmoniser ses pratiques, directives et politiques en matière de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques, directives et instruments connexes du Conseil du Trésor. Le tout devant se faire de manière cohérente avec les obligations juridiques de la Corporation et la mise en application devant être présentée dans son prochain Plan d'entreprise. La Corporation a mis en œuvre la directive en août 2016 et est demeurée en règle avec cette directive depuis.

La Corporation n'est pas assujettie aux dispositions de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2. NORMES DE PRÉSENTATION

(a) Conformité aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les présents états financiers provisoires condensés ont été préparés conformément à la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada basé sur les conventions comptables des normes internationales d'information financière (IFRS), adoptées dans les états financiers annuels audités de la Corporation en date de et pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Ces états financiers provisoires condensés ne comprennent pas toute l'information requise pour les états financiers complets de l'exercice et doivent être lus en parallèle avec le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

(b) Base d'évaluation

Les états financiers sont fondés sur la base du coût historique, à l'exception des postes qui suivent, tel que permis par les IFRS et dans la mesure où ils sont importants:

- Les instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur par le biais du résultat net.
- Les passifs liés aux avantages du personnel accumulés relatifs aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, comptabilisés à la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies.

(c) Établissement d'estimations et exercice du jugement

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction exerce son jugement, établisse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les conventions comptables, sur les montants des actifs et des passifs déclarés, sur l'information à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et charges déclarés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer de façon notable de ces estimations pouvant avoir un impact significatif sur les montants s'y reliant dans les états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes font l'objet d'un examen approfondi de façon régulière, en date des états financiers. Tout changement aux estimations est comptabilisé dans les états financiers pour la période où il est constaté et pour les périodes futures si celles-ci sont également visées.

Pour la Corporation, les sources principales d'incertitudes relatives aux estimations au cours de période de référence qui peuvent présenter un risque important d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs concernent la mesure des pertes de crédit attendues pour ses créances et ses produits non facturés, la détermination de la durée d'utilité des immobilisations corporelles, la détermination de l'obligation au titre des avantages du personnel, la détermination des obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement) et la détermination si un passif éventuel doit être divulgué ou si une provision pour les frais de remédiation des contrats ou d'autres passifs liés aux contrats doivent être comptabilisés.

Les jugements critiques portés par la direction lors de l'application des conventions comptables de la Corporation et qui ont eu l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers concernent la détermination du montant et du calendrier de comptabilisation des produits et des charges connexes, la comptabilisation des transactions de recouvrement des coûts, l'évaluation s'il y a eu des changements importants dans les risques de crédit qui peuvent avoir une incidence importante sur les pertes de crédit attendues sur les créances et produits non facturés, la détermination des actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives et la détermination si un élément est comptabilisé dans les états financiers comme une provision ou s'il est divulgué comme passif éventuel.

Impact de la COVID-19

Outre les estimations importantes et les jugements critiques mentionnés précédemment, la direction a évalué l'impact de la pandémie de coronavirus 2019 (COVID-19) sur la Corporation lors de la préparation des états financiers en se fondant sur les informations disponibles sans engager des coûts ou d'efforts déraisonnables et n'a comptabilisé aucune provision pour pertes de crédit attendues sur les créances ni d'autres provisions et n'a identifié aucun passif éventuel à divulguer issus de la COVID-19 au 30 juin 2020. Toutefois, il pourrait y avoir des changements futurs d'estimations susceptibles d'influer sur le calendrier de comptabilisation des produits futurs, la comptabilisation ainsi que la divulgation des provisions, des passifs éventuels et de la provision pour pertes de crédit attendues sur les créances si la pandémie continuait de prendre de l'ampleur et si elle se prolongeait. De plus amples renseignements sur l'incidence de la COVID-19 sur la Corporation figurent dans la note 12 (d).

(d) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Corporation sont le dollar canadien.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions comptables appliquées dans la préparation des présents états financiers provisoires condensés sont conformes à celles décrites dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

4. MODIFICATIONS COMPTABLES

Tel que permis par la norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, la direction a décidé d'adopter la norme comptable *IFRS 16 – Contrats de location (IFRS 16)* dans les états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020. Par conséquent, l'information financière comparative ajustée au 30 juin 2019 et pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2019 est présentée ci-dessous.

Une description complète des impacts découlant de l'adoption de l'*IFRS 16* est présentée à la note 4 (a) des états financiers annuels vérifiés de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020.

Les tableaux suivants résument l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16 sur les états financiers de la Corporation au 30 juin 2019 et pour les trois mois terminés le 30 juin 2019:

État de la situation financière (non audité)

Au	30 juin 2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	30 juin 2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
ACTIFS			
Actifs non courants			
Actifs au titre de droits d'utilisation	-	3 806	3 806
Total actifs non courants	2 543	3 806	6 349
Total des actifs	81 674	3 806	85 480
PASSIFS			
Passifs courants			
Obligations locatives	-	408	408
Avantages incitatifs à la location différé	265	(265)	-
Total passifs courants	57 545	143	57 688
Passifs non courants			
Obligations locatives	-	6 732	6 732
Avantages incitatifs à la location différé	3 025	(3 025)	-
Total passifs non courants	3 194	3 707	6 901
Total des passifs	60 739	3 850	64 589
CAPITAUX PROPRES			
Bénéfices non répartis	10 935	(44)	10 891
Total des capitaux propres	20 935	(44)	20 891
Total des passifs et des capitaux propres	81 674	3 806	85 480

État du résultat global (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
CHARGES			
Frais d'administration	6 872 \$	(12) \$	6 860 \$
Charges financières	- \$	56 \$	56 \$
Total des charges	6 872 \$	44 \$	6 916 \$
Résultat net avant perte de change	(332) \$	(44) \$	(376) \$
RÉSULTAT NET	(414) \$	(44) \$	(458) \$
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	(414) \$	(44) \$	(458) \$

État des flux de trésorerie (non audité)

Pour les trois mois terminés le 30 juin	2019	Ajustements au titre de l'IFRS 16	2019
	(Montants présentés précédemment)		(Ajustés pour l'IFRS 16)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net	(414) \$	(44) \$	(458) \$
Ajustements pour déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation:			
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	- \$	78 \$	78 \$
Avantages incitatifs à la location différés	(66) \$	66 \$	- \$
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'exploitation	(10 948) \$	100 \$	(10 848) \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursement sur le principal des obligations locatives	- \$	(100) \$	(100) \$
Sorties de fonds liées aux activités de financement	- \$	(100) \$	(100) \$

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie comprennent les avances reçues de la part des acheteurs étrangers et d'autres parties et qui n'ont pas encore été versées aux exportateurs canadiens, ainsi que les montants retenus des exportateurs canadiens devant être versés à des dates ultérieures conformément aux modalités des contrats. De plus, se référer à la note 12 pour consulter la description de la marge de crédit renouvelable de la Corporation, qui est incluse dans le solde de trésorerie.

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie étaient:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Trésorerie	37 866 \$	32 694 \$
Placements à court terme	18 580	22 652
Dépôts à préavis	10 493	10 472
Trésorerie et équivalents de trésorerie	66 939 \$	65 818 \$

Les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie sont libellés dans les monnaies suivantes:

	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	27 390	37 198 \$	22 172	31 067 \$
Dollars canadiens	29 377	29 377	33 435	33 435
Renminbis chinois	1 893	364	4 052	811
Euros	-	-	327	505
		66 939 \$		65 818 \$

6. CRÉANCES

Les créances comprennent les montants dus à la Corporation pour les frais de service facturés et non encore recouverts, les montants dus par les acheteurs étrangers relativement à des montants déjà versés aux exportateurs canadiens et d'autres montants provenant principalement d'organismes gouvernementaux canadiens. Ces montants sont basés sur des conditions normales en commerce international et ne portent habituellement pas intérêt.

Les créances de la Corporation sont constituées de:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Créances	16 240 \$	25 507 \$
Produits à recevoir	-	826
	16 240 \$	26 333 \$

Les créances sont présentées à l'état de la situation financière comme suit:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Courant	15 622 \$	18 912 \$
Non courant	618	7 421
	16 240 \$	26 333 \$

Les créances de la Corporation sont libellées dans les monnaies suivantes:

	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	11 497	15 615 \$	18 065	25 313 \$
Dollars canadiens	625	625	1 020	1 020
		16 240 \$		26 333 \$

7. AUTRES ACTIFS

Les autres actifs de la Corporation comprennent:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Charges payées d'avance	1 378 \$	677 \$
Produits non facturés	98	104
	1 476 \$	781 \$

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les créditeurs et charges à payer comprennent les montants dus liés aux frais d'administration et aux charges d'exploitation de la Corporation, les montants payables aux exportateurs canadiens provenant des sommes perçues des acheteurs étrangers ainsi que d'autres montants divers dus. Ces montants sont exigibles selon les conditions normales de commerce.

Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont constitués de:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Créditeurs	33 139 \$	37 415 \$
Charges à payer	3 145	3 153
	36 284 \$	40 568 \$

Les créditeurs et charges à payer de la Corporation sont libellés dans les monnaies suivantes:

	30 juin 2020		31 mars 2020	
	Monnaie originale	Dollars canadiens	Monnaie originale	Dollars canadiens
Dollars américains	23 465	31 867 \$	25 526	35 766 \$
Dollars canadiens	4 408	4 408	4 249	4 249
Renminbis chinois	46	9	329	66
Euros	-	-	315	487
		36 284 \$		40 568 \$

Les risques de crédit, de marché et de liquidité liés aux créances et aux créditeurs et charges à payer sont divulgués à la note 12.

9. PRODUITS DIFFÉRÉS

Les variations des produits différés de la Corporation s'établissent comme suit:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	547 \$	1 081 \$
Plus: Produits différés supplémentaires, nets de remboursements	46	374
Moins: Montants des frais de service comptabilisés	(96)	(924)
Impact du montant net des produits non facturés et différés provenant d'un même contrat	(5)	16
Solde à la fin de la période	492 \$	547 \$

10. OBLIGATIONS LOCATIVES

Les activités de location de la Corporation sont reliées à ses bureaux et équipement de bureaux. En novembre 2014, la Corporation a conclu un bail de 15 ans pour les bureaux de son emplacement actuel. Les paiements liés à ce bail ont débuté le 1^{er} décembre 2016 et le bail expirera à la fin de novembre 2031. Celui-ci est assorti d'une option de prolongation pour une période additionnelle de cinq ans.

Le tableau suivant présente le rapprochement des obligations locatives de la Corporation:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Solde au début de l'exercice	6 836 \$	7 240 \$
Charge d'intérêts	52	218
Paiements de loyers	(155)	(622)
Solde à la fin de la période	6 733 \$	6 836 \$

Les obligations locatives sont présentées à l'état de la situation financière comme suit:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Courant	421 \$	417 \$
Non courant	6 312	6 419
	6 733 \$	6 836 \$

Les charges d'intérêts liées aux obligations locatives sont incluses dans les charges financières. Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2020, les frais d'administration de la Corporation comprennent 208 \$ (184 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2019) liés aux paiements de loyers variables non pris en compte dans l'évaluation des obligations locatives et aucun montant (1 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2019) lié aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et aux contrats de location à court terme pour lesquels l'exemption relative à la comptabilisation a été appliquée.

11. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Corporation à l'égard du capital est de préserver et de renforcer son capital au moyen d'une gestion prudente des risques. Cet objectif et la mise en œuvre de stratégies pour optimiser les excédents opérationnels, garantit la disponibilité de capital pour faciliter les investissements dans les ressources humaines et les processus et pour atténuer toutes pertes possibles liées au risque opérationnel, au risque de rendement et au risque de crédit.

La Corporation définit son capital comme étant son capital d'apport et ses bénéfices non répartis. Le capital fourni par le gouvernement du Canada constitue son capital d'apport. Le modèle d'imputation sur les fonds propres utilisé par la Corporation détermine le capital requis en fonction de trois types de risques : risque opérationnel, risque de rendement et risque de crédit.

La Corporation n'est pas sujette à des exigences externes en matière de capital.

Les stratégies clés utilisées par la Corporation pour gérer son capital incluent : le contrôle des dépenses de remédiation de contrats; le maintien d'un équilibre entre une croissance avisée et les charges d'exploitation; la réduction au minimum de l'exposition au risque de change et l'optimisation des produits d'intérêts. La Corporation peut être tenue de retourner au Gouvernement du Canada toute partie du capital considérée excédentaire au montant nécessaire pour les fins pour lesquelles la Corporation a été constituée.

L'apport en capital de la Corporation se répartit comme suit:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Capital d'apport	10 000 \$	10 000 \$
Bénéfices non répartis	9 305	13 914
	19 305 \$	23 914 \$

12. GESTION DU RISQUE ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Tel que décrit dans le rapport annuel et les états financiers audités de la Corporation pour l'exercice terminé le 31 mars 2020, les instruments financiers que détient la Corporation l'exposent au risque de crédit, au risque de marché et au risque de liquidité. La section qui suit décrit les risques les plus importants associés aux instruments financiers de la Corporation et la façon dont celle-ci gère son exposition aux risques.

(a) Risque de crédit

Il s'agit du risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Ce risque est principalement associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie, aux produits non facturés et aux créances qui comprennent les frais de service dus à la Corporation. La valeur comptable des actifs financiers figurant dans les états financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La Corporation investit ses fonds excédentaires pour toucher des produits financiers en vue de maintenir le principal et de fournir suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins de trésorerie. La Corporation réduit au minimum son exposition au risque de crédit découlant du placement de la trésorerie et équivalents de trésorerie en respectant sa politique en matière de placement, laquelle spécifie des mécanismes de placement approuvés par le Conseil d'administration et des limites de portefeuille. La Corporation investit des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une banque à charte canadienne. Les placements doivent maintenir les cotes de crédit aux seuils ou au-dessus des seuils définis par au moins deux des agences énumérées ci-dessous :

- Cote de Moody's : P1
- Cote de Standard and Poor's ("S&P") : A1
- Cote de Dominion Bond Rating Service ("DBRS") : R1 (faible)

Créances

La Corporation a un risque de crédit lié aux créances qui comprend les produits tirés des frais de service ainsi que d'autres montants dus à la Corporation. Les autres montants comprennent les situations où la Corporation, à la demande des exportateurs canadiens, peut accepter de payer les factures liées à l'APPD ou non liées à l'APPD avant de recevoir les fonds du département de la Défense des États-Unis ou d'autres acheteurs étrangers.

Étant donné que l'acheteur étranger assujéti à l'APPD bénéficie d'une cote de crédit AAA par des agences d'évaluation du crédit reconnues, l'exposition au risque de crédit est ramenée à un niveau acceptable. En ce qui concerne les acheteurs étrangers qui ne sont pas assujétis à l'APPD, la Corporation évalue le risque de crédit pour s'assurer qu'il est également ramené à un niveau acceptable.

Au 30 juin 2020, 7 % (17 % au 31 mars 2020) des créances de la Corporation provenaient de contreparties ayant une cote de crédit AAA.

La Corporation évalue une provision pour perte sur ses créances à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie de l'actif financier. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie sont estimées en fonction de l'expérience historique de la Corporation en matière de pertes de crédit, ajustées en fonction des facteurs propres à l'acheteur étranger y compris la cote de crédit, les conditions économiques générales et une évaluation, à la fois, de la conjoncture actuelle et des prévisions à la date de clôture.

Au 30 juin 2020, la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes sur ses créances en fonction des pertes de crédit attendues pour la durée de vie.

Il n'y eu aucun changement dans les techniques d'estimation ni dans les hypothèses importantes utilisées au cours de la période considérée.

L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances par région géographique se répartit comme suit:

	30 juin 2020	31 mars 2020
Asie *	13 836 \$	20 521 \$
Canada	787	1 592
Amérique centrale et Caraïbes	716	777
Amérique du Sud	405	531
États-Unis	351	2 912
Afrique	144	-
Europe	1	-
	16 240 \$	26 333 \$

(*) Inclut le Moyen-Orient

Les créances sont considérées comme étant en souffrance quand le payeur n'a pas versé la somme due avant la date d'échéance prévue par le contrat. Le classement chronologique des créances en souffrance de la Corporation était le suivant:

	30 juin 2020	31 mars 2020
< 30 jours	263 \$	644 \$
> 30 jours et < 180 jours	649	2 655
> 180 jours	1 121	1 068
	2 033 \$	4 367 \$

Toutes les créances en souffrance sont considérées comme entièrement recouvrables; la Corporation n'a comptabilisé aucune provision pour pertes sur ses créances au 30 juin 2020.

Les créances du contrat du Programme des brigades blindées (« PBB ») visées par des paiements dont le recouvrement est prévu au-delà de 12 mois après la fin de la période de référence sont présentées comme étant à long terme. Ces créances sont classées au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs et la Corporation a déterminé que leur juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en utilisant une approche par le résultat.

(b) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Il comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et d'autres risques de prix. La Corporation n'est pas exposée à un risque de change, à un risque de taux d'intérêt ou à d'autres risques de prix significatifs. La Corporation n'a aucun instrument financier dérivé important ou dérivé incorporé devant être comptabilisé comme un actif ou un passif dans l'état de la situation financière.

(c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La Corporation réduit au minimum le risque de liquidité en respectant sa politique en matière de placement, laquelle prévoit des mécanismes de placement des fonds de trésorerie et équivalents de trésorerie dans des dépôts à vue et des placements temporaires très liquides qu'elle effectue auprès d'une institution financière canadienne afin de répondre à ses obligations financières en temps opportun.

Une demande d'indemnisation potentielle suite à un manquement sur ses contrats résiduels pourrait créer un risque de liquidité pour la Corporation. Afin d'atténuer ce risque, la Corporation dispose d'un recours contractuel, découlant, à tous les égards importants, des obligations prévues dans les contrats réciproques avec les exportateurs canadiens à même valeur que les contrats de maître d'œuvre. En outre, la Corporation reçoit une indemnité de la part de l'exportateur pour tout coût supplémentaire engagé en concluant des contrats réciproques. Pour atténuer davantage son exposition au risque de liquidité global suite à des manquements contractuels, la Corporation peut aussi exiger que les exportateurs canadiens fournissent des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Aux termes des modalités des contrats, autres que ceux liés à l'APPD, les paiements aux exportateurs canadiens ne sont généralement pas faits avant la réception du paiement provenant des acheteurs étrangers et de ce fait n'expose pas la Corporation à un risque de liquidité.

La Loi sur la CCC permet à la Corporation d'emprunter auprès du Trésor ou de conclure d'autres ententes de crédit ou des indemnités avec d'autres sources pour un montant ne dépassant pas 90,0 millions de dollars.

La Corporation a une marge de crédit renouvelable lui donnant accès à des fonds de l'ordre de 40,0 millions de dollars canadiens (40,0 millions de dollars en 2019) ou l'équivalent en dollars américain.

Selon les modalités contractuelles pour le secteur d'activité visé par l'APPD, la Corporation s'engage à verser des paiements aux exportateurs canadiens dans les trente jours, pour la plupart des contrats. En ce qui concerne les contrats d'affaires internationales, la Corporation s'engage à effectuer les paiements dans les deux à cinq jours ouvrables suivant la réception des paiements de la part de l'acheteur étranger. Il arrive parfois que le recouvrement des montants auprès de l'acheteur étranger dans le cadre des contrats découlant de l'APPD prenne plus de trente jours. Par conséquent, la Corporation peut à l'occasion utiliser la marge de crédit dans le cours normal de ses activités. L'endettement dans le cadre de cette entente est non sécurisé, et ce mécanisme de crédit ne comporte aucune date d'expiration. Au 30 juin 2020, le montant prélevé sur cette marge de crédit était nul (nul au 31 mars 2020).

Créditeurs et charges à payer

Les créditeurs et charges à payer sont exigibles selon les conditions normales de commerce. Le profil d'échéance des créditeurs et charges à payer de la Corporation était le suivant:

	30 juin 2020	31 mars 2020
< 1 an	36 284 \$	40 568 \$
	36 284 \$	40 568 \$

(d) Risque associé à l'émergence de la COVID-19

L'émergence de la COVID-19 a eu une incidence sur les risques suivants pour la Corporation :

Risque associé à l'environnement commercial :

Les acheteurs étrangers potentiels pourraient modifier leurs plans d'approvisionnement pour se concentrer sur leur réponse nationale à la COVID-19, ce qui pourrait entraîner une baisse de la demande pour les services fournis par la Corporation et ainsi, avoir une incidence sur son potentiel de génération de revenus. La Corporation surveille de près les changements dans l'environnement commercial découlant de la COVID-19 afin de gérer ce risque et adapte ses processus au besoin.

Risque associé au rendement des fournisseurs :

La COVID-19 peut avoir une incidence sur la capacité des exportateurs à remplir leurs obligations contractuelles, soit en raison des problèmes de chaîne d’approvisionnement, soit en raison de la fermeture de leurs propres usines ou installations. En effet, certaines entreprises pourraient échouer pendant la pandémie. Pour gérer ce risque, la Corporation surveille la situation financière de son portefeuille d’exportateurs et évalue si une provision pour les frais de remédiation des contrats doit être comptabilisée ou si un passif éventuel doit être divulgué. Au 30 juin 2020, la Corporation n’a comptabilisé aucune provision ni déterminé de passif éventuel à divulguer en raison de la COVID-19.

13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

(a) Ventilation des produits de frais de service

Les produits de frais de service gagnés par la Corporation pour la période de trois mois terminée le 30 juin proviennent des secteurs d’activité suivants:

	2020	2019
Affaires internationales	1 023 \$	5 369 \$
Programmes de lotterie	123	174
	1 146 \$	5 543 \$
Initiatives du gouvernement du Canada	440	539
	1 586 \$	6 082 \$

(b) Obligations de prestation non remplies (ou remplies partiellement)

Les obligations de prestation non remplies, ou remplies partiellement, sont principalement attribuables aux services qui n’ont pas encore été fournis par la Corporation pour la durée résiduelle du contrat. Le tableau suivant présente les prix de transaction estimatifs attribués aux obligations de prestation de la Corporation non remplies (ou remplies partiellement) devant être remplies dans le futur ainsi que le calendrier prévu de la comptabilisation des produits au 30 juin 2020. Les montants réels peuvent différer de ces estimations en raison de divers facteurs, notamment la nature imprévisible du comportement des clients, la réglementation du secteur et le contexte économique et politique dans lequel la Corporation exerce ses activités.

	30 juin 2020
< 1 an	18 531 \$
> 1 an	31 132
	49 663 \$

Les montants ci-dessus n’incluent pas les contreparties variables issues des programmes de loterie car celles-ci ne peuvent être estimées de façon fiable.

14. AUTRES PRODUITS

La Corporation gagne d'autres produits de diverses sources qui ne proviennent généralement pas d'activités commerciales internationales. Le tableau ci-dessous illustre les sources des autres produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin:

	2020	2019
Revenus d'escompte	61 \$	85 \$
Produits divers	17	79
	78 \$	164 \$

15. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration pour la période de trois mois terminée le 30 juin comprennent:

	2020	2019 (Ajustés pour l'IFRS 16 - Note 4)
Rémunération du personnel et charges connexes	4 590 \$	4 741 \$
Services de gestion des contrats	640	661
Loyer et frais connexes	337	264
Logiciels, matériel informatique et soutien	218	339
Amortissement	186	180
Consultants	99	322
Communications	23	42
Frais de déplacement et accueil	15	259
Autres charges	55	52
	6 163 \$	6 860 \$

16. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Corporation est liée, pour ce qui est de la propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Elle participe à des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités selon les mêmes modalités qui s'appliquent aux parties non liées et par conséquent, ces opérations se rapprochent de leur juste valeur.

17. ÉVENTUALITÉS

La valeur résiduelle des obligations de performance des exportateurs canadiens pour lesquelles la Corporation, au nom du gouvernement du Canada, a garanti le rendement aux acheteurs étrangers en date du 30 juin 2020 s'élevait à 11 879 302 \$ (12 399 996 \$ en date du 31 mars 2020).

Afin de gérer son risque de rendement sur ses livrables en cours, la Corporation peut exercer un recours sur une base contractuelle contre des exportateurs canadiens découlant, à tous les égards importants, des livrables prévus de même valeur dans les contrats. Les garanties promises par les exportateurs canadiens servent à atténuer le risque de contrepartie sur les livrables garantis par la Corporation dans l'éventualité de réclamations contre la Corporation suite à un manquement au cas où des exportateurs canadiens ne parviennent pas à remplir les modalités de leurs contrats. En outre, pour atténuer davantage son exposition globale à des demandes d'indemnisation potentielles suite à un manquement, la Corporation peut aussi, selon les résultats de sa vérification préalable, exiger que l'exportateur canadien fournisse des garanties commerciales, y compris des retenues de garantie, des garanties bancaires, des cautions, des cautions de la société mère, des cessions d'indemnités d'assurance, des privilèges sur biens, des garanties personnelles et des espèces des actionnaires placées en fiducie auprès de la Corporation.

Les garanties commerciales mises en gage à la Corporation par les exportateurs canadiens dans le cas improbable d'un manquement contractuel, étaient les suivantes :

	30 juin 2020	31 mars 2020
Retenues de garantie	- \$	5 003 \$
Garanties bancaires	9 911 \$	8 852 \$
Cautions	11 204 \$	11 560 \$
Cautions de sociétés mères	11 140 958 \$	11 646 028 \$

Les montants susmentionnés se rapprochent de la juste valeur des garanties retenues.